

SIMPLIFIER AU MAXIMUM LES DEPOTS ELECTRONIQUES DES OFFRES DE MARCHES PUBLICS AU 1^{er} OCTOBRE 2018 : DES ENTITES PUBLIQUES DE BOURGOGNE- FRANCHE-COMTE SE COORDONNENT

Afin de faciliter la transmission dématérialisée de vos offres en matière de marchés publics, obligatoire à compter du 1er octobre 2018 pour tous les marchés supérieurs à 25 000 euros HT, un ensemble d'entités publiques, réunies au sein de la CTAP (Conférence Territoriale de l'Action Publique), se sont accordées pour mettre en œuvre des mesures de simplification dans la présentation des offres, et faciliter ainsi les échanges électroniques.

En effet, il a été constaté que de nombreux échanges électroniques n'aboutissent pas en raison de dossiers trop lourds au regard des débits sortants côté entreprise.

Les collectivités dont les noms figurent au recto du présent document se sont ainsi coordonnées pour formuler les recommandations suivantes :

● RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Pas de supports papier (press book) scanné qui sont trop lourds. Il faut privilégier le dépôt de vos offres en les enregistrant au format PDF depuis votre poste de travail (AE, DPGF ou BPU, mémoire technique et annexes, pièces de candidature...). Attention également à l'adresse email que vous indiquez lors des dépôts : celle-ci doit être constamment accessible (attention avec les absences, congés,...) car c'est par cette adresse que transitent les informations sur les modifications au dossier de consultation des entreprises, les notifications de rejet, d'attribution et tous autres échanges ayant trait au marché.

● DANS LE DOSSIER DE CANDIDATURE

- Le DUME ou les DC1 et DC2 suffisent pour présenter les candidatures et n'ont pas besoin d'être signés.
- S'il manque une pièce, le pli ne sera pas forcément rejeté, le complément pourra être demandé par l'entité publique.

Les candidats peuvent utiliser le coffre-fort électronique et le MPS lorsque celui-ci est proposé (Marché Public Simplifié) pour ne plus joindre dans leur pli, les éléments relatifs à la candidature, leurs pièces fiscales et sociales et les attestations d'assurances.

● DANS LE DOSSIER D'OFFRE :

La signature électronique n'est, à ce jour, pas encore obligatoire. Elle ne sera exigée que des candidats qui obtiendront les marchés, et n'est donc pas nécessaire pour déposer une offre. Cependant, il paraît souhaitable de procéder, au plus tôt, à son acquisition en vue d'un changement de législation imposant aux attributaires de signer électroniquement leurs offres. Parallèlement, des tutoriaux pour vous accompagner à chaque étape du processus de dématérialisation des marchés publics sont disponibles dans la plupart des plateformes de dématérialisation. Ils seront également disponibles et téléchargeables sur les sites internet des entités publiques.